

Obama défie la Chine en Asie du Sud-Est

Le président américain, usant des propos martiaux, est venu rassurer ses alliés, Philippines et Malaisie, inquiets des visées expansionnistes de Pékin dans les eaux de mer de Chine méridionale.

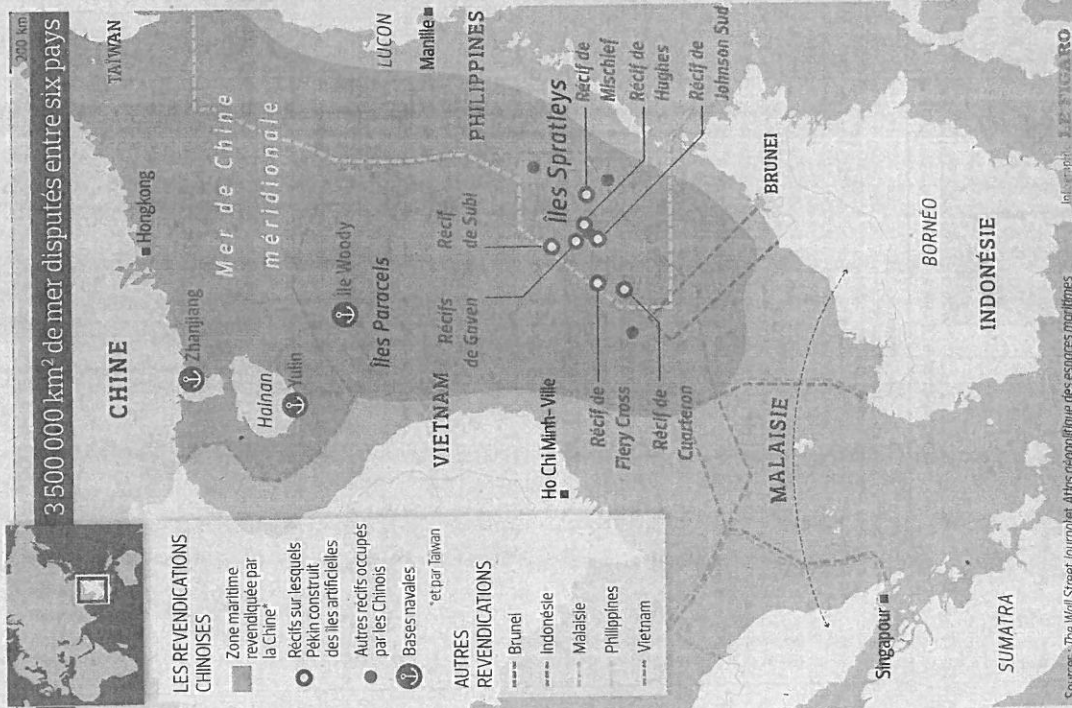
SEBASTIEN FALLETTI  @fallettiseb
SHANGHAÏ

ASIE Planté droit comme un piquet sur le pont du *Gregorio del Pilar*, Barack Obama a pris le ton du « commandant en chef », dans la baie de Manille. « Nous avons un traité, un engagement inflexible à la défense des Philippines. Vous pouvez compter sur nous ! », a lancé le président américain, devant l'équipage au garde-à-vous, de cet ancien navire de l'US Navy, désormais opéré par la marine philippine. Une mise en scène visant à afficher la détermination de Washington face à la montée en puissance de Pékin en mer de Chine du Sud, quelques heures avant de croiser le président chinois, Xi Jinping, lors du sommet des dirigeants de l'Apec, qui s'est conclu jeudi. Et rassurer les alliés de l'Asie du Sud-Est, alors que la Chine a transformé plusieurs récifs en îles artificielles ces derniers mois, pour mieux affirmer sa souveraineté sur ces eaux.

« La liberté de navigation »

« Ma visite ici souligne notre engagement partagé en faveur de la sécurité des eaux de cette région, et la liberté de navigation », a déclaré Obama. Il a joint le geste à la parole en dégainant une aide de 259 millions de dollars destinée à moderniser les marines des alliés de la zone. Le mois dernier, le destroyer *USS Lassen*, avait pour la première fois croisé dans les 12 milles nautiques de Subi reef, au nom de la liberté des mers, déclenchant la colère de Pékin. A coup de remblais, la Chine a transformé ce récif disputé avec les Philippines en une île de trois kilomètres de long équipée d'une piste d'atterrissage. Une patrouille spectaculaire, suivie du survol par des B-52, visant à donner du crédit au « pivot asiatique », la stratégie du président destinée à concentrer les forces américaines sur le Pacifique, pour contenir la Chine. « C'est une démonstration de force à destination de Pékin. La liberté de navigation n'est qu'un prétexte », juge Zhu Feng, professeur à l'université de Nankin.

Après avoir bandé ses muscles, l'hôte de la Maison-Blanche a enclenché une offensive diplomatique cette semaine lors de sa tournée en Asie du Sud-Est, qui



se termine à Kuala Lumpur samedi, à l'occasion du sommet de l'Asean. Il appellera de nouveau Pékin à « stopper » la construction d'îles lors de son séjour en Malaisie, pays également aux prises avec un contentieux territorial avec la Chine, mais nettement plus docile.

Sources: The Wall Street Journal et Atlas géopolitique des espaces maritimes

participera le premier ministre chinois, Li Keqiang.

Depuis quelques semaines, la diplomatie chinoise a lancé une offensive de charme dans la région, afin de rassurer des voisins inquiets de ses affirmations territoriales à coups de bulldozer. Xi Jinping a affiché l'image d'une grande puissance conciliante, en se rendant au Vietnam, début novembre, avant de tendre la main à Taiwan, lors d'un rencontre historique tenue à Singapour. A Manille, le numéro un chinois a décroché son meilleur sourire et quelques plaisanteries à l'occasion de sa poignée de main avec le président philippin, Benigno Aquino. Manille vient de marquer un point face à la grande Chine, après que la cour permanente d'arbitrage de La Haye, s'est déclarée compétente pour examiner ses revendications sur certaines îles Spratley, le 29 octobre.

Bras de fer

Les attentats de Paris ont également contrecarré les plans américains en dé-tournant l'attention des dirigeants vers la lutte antiterroriste. L'économie est le sujet central de ces sommets, alors que les pays s'inquiètent de l'atterrissage de la croissance mondiale. Dans ce contexte, les tensions croissantes en mer de Chine du Sud, l'une des plus grandes routes du commerce mondial, les préoccupent un peu plus. Maniant tour à tour les sourires et les menaces, la diplomatie chinoise joue sur les divisions profondes au sein de l'Asean. La Chine a « le droit et la capacité » de saisir les îles « illégalement » occupées par d'autres pays, « mais nous ne l'avons pas fait. Nous avons fait preuve de grande retenue afin de préserver la paix et la stabilité », a déclaré le vice-ministre des Affaires étrangères chinois, Liu Zhemmin, à la veille du sommet.

Le bras de fer sino-américain au large est observé avec minutie par les chanceleries, comme un indicateur du rapport de force entre les deux premières économies mondiales en vue de la suprématie régionale. « Ni Pékin ni Washington n'ont intérêt à une confrontation. Mais la Chine ne reculera pas. Et le risque de confrontation va augmenter. C'est inquiétant pour l'avenir », juge Zhu Feng.

Chine : 28 membres d'un « groupe terroriste » tués par la police

Alors que Pékin a rappelé avec insistance, après les attentats de Paris, être aussi « victime du terrorisme », la police chinoise a annoncé avoir tué 28 membres d'un « groupe terroriste » dans le Xinjiang, régulièrement secoué par des troubles. Selon le Bureau de la sécurité publique du Xinjiang, cette annonce est intervenue au terme d'une « opération de 56 jours » menée par les forces de l'ordre, dans la région principalement peuplée d'Ouzigours, de musulmans et de turcophones.

EN BRIEF

Des mafieux italiens projetaient de tuer un ministre

La police italienne a annoncé vendredi avoir arrêté à Corleone (Sicile) six chefs de la mafia qui projetaient d'assassiner le ministre de l'Intérieur, Angelino Alfano, coupable selon eux d'avoir durci les conditions d'isolement des mafieux emprisonnés, parmi lesquels l'ex-chef de Cosa Nostra Totò Riina, en prison à l'isolement complet depuis 1993.

Yémen : l'EI revendique une attaque contre l'armée

L'Etat islamique a revendiqué vendredi l'attaque contre l'armée dans le sud-est du Yémen, attribuée précédemment à al-Qaïda dans la péninsule arabique (Aqpa). L'attaque et les combats qui ont suivi ont fait 15 morts parmi les soldats et 19 parmi les assaillants.

Les Néo-Zélandais appelés choisir un nouveau drapeau

Les Néo-Zélandais ont commencé vendredi à voter pour choisir entre cinq propositions de drapeau - certaines arborant la fameuse fourgère des All Blacks - pour remplacer la bannière actuelle, jugée trop liée à l'ancienne colonisation britannique. Ce référendum par voie postale est ouvert jusqu'au 11 décembre